



MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

n° 2025-003

Pouvoir adjudicateur

Communauté de Communes du Pays Tarusate

Adresse : 143 rue Jules Ferry 40400 TARTAS

Téléphone : +33 0558733128

Télécopie : +33 0558733223

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Président

Objet du marché

Suivi-animation du volet 3 du pacte territorial et du programme incitatif de ravalement de façades

Date limite de remise des offres

Mercredi 16 juillet 2025 à 12h

Sommaire

1. Identification de l'acheteur public	3
2. Date d'envoi de l'appel public à la concurrence	3
3. Date limite de réception des offres.....	3
4. Procédure de passation	3
5. Objet et étendue de la consultation.....	3
5.1 Nomenclature.....	3
5.2 Décomposition – allotissement.....	3
5.3 Durée du marché	3
6. Organisation de la consultation	4
6.1 Délai de validité des offres	4
6.2 Conditions de participation :	4
6.3 Variantes.....	4
7. Dossier de consultation des entreprises	4
7.1 Pièces constitutives du dossier de consultation.....	4
7.2 Modification de détail au dossier de consultation.....	5
7.3 Retrait du dossier de consultation	5
8. Présentation des candidatures et des offres.....	5
8.1 Pièces relatives à la candidature	5
8.2 Pièces relatives à l'offre	7
8.3 Date limite de remise des offres	7
8.4 Modalités de remise des offres.....	7
8.5 Copie de sauvegarde	7
8.6 Jugement des offres.....	8
9. Attribution du marché.....	9
9.1 Vérification de la situation de l'attributaire	9
9.2 Modalités d'information des candidats non retenus	10
10. Renseignements complémentaires.....	10
11. Procédures de recours.....	10

1. Identification de l'acheteur public

Communauté de communes du Pays Tarusate

Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur Laurent CIVEL, Président, en vertu de la délibération du conseil communautaire n° 20-06-08 bis en date du 4 juin 2020

Adresse : 143 rue Jules Ferry 40400 TARTAS

Téléphone : 0558733128

Courriel : direction@pays-tarusate.fr

2. Date d'envoi de l'appel public à la concurrence

Mercredi 11 juin 2025

3. Date limite de réception des offres

Mercredi 16 juillet 2025 à 12h00

4. Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2161-2 à R.2161-11 du Code de la commande publique.

5. Objet et étendue de la consultation

La présente consultation concerne la prestation intellectuelle suivante:

Marché de suivi-animation du volet 3 du pacte territorial et du programme incitatif de ravalement de façades

5.1 Nomenclature

Code principal	Description
75200000	Prestation de service pour la collectivité

5.2 Décomposition – allotissement

Sans objet.

5.3 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme fixée à 28 mois, à compter du 1^{er} septembre 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027.

Il pourra être renouvelé deux (2) fois par reconduction expresse par période d'un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans et quatre (4) mois. Cette reconduction s'effectuera par lettre recommandée avec accusé réception trois (3) mois avant l'échéance annuelle du marché.

5.3.1 Planning prévisionnel

Choix du prestataire : fin juillet 2025

Echanges avec la Communauté de Communes pour préparation de l'intervention : août 2025

Démarrage de la prestation : 1^{er} septembre 2025

Fin de la prestation : 31 décembre 2027

Reconduction éventuelle n°1 : du 1^{er} janvier 2028 au 31 décembre 2028

Reconduction éventuelle n°2 : du 1^{er} janvier 2029 au 31 décembre 2029

6. Organisation de la consultation

6.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

6.2 Conditions de participation :

L'offre, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquels sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats peuvent se présenter sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation des prestations.

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Le mandataire peut seul présenter la candidature et l'offre au nom et pour le compte du groupement **s'il produit les pouvoirs nécessaires pour représenter les co-traitants** au stade la procédure de passation de marché.

6.3 Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée.

7. Dossier de consultation des entreprises

7.1 Pièces constitutives du dossier de consultation

- Le présent règlement de la consultation
- Un acte d'engagement
- Le CCAP
- Le CCTP
- Un Détail Quantitatif Estimatif
- Un Bordereau des Prix Unitaires
- Le formulaire DC1
- Le formulaire DC2

7.2 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.3 Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr/entreprise>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format *.rtf ;
- Le cas échéant, le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par l'acheteur fait foi.

8. Présentation des candidatures et des offres

8.1 Pièces relatives à la candidature

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes impérativement à jour de la réforme des marchés publics. **Seuls les formulaires ministériels relatifs aux marchés publics à jour de la réforme de la commande publique sont admis dans la présente consultation :**

1/ Une lettre de candidature (DC1 joint au DCE) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement. La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité

2/ Une déclaration sur l'honneur (DC 2 joint au DCE) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :

- une liste des principales références effectuées au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire privé ou public.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2/ et 3/ ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché. En ce cas, il pourra produire une attestation du sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution

du marché.

8.2 Pièces relatives à l'offre

- **L'acte d'engagement** : Le document doit être **dûment rempli, daté** par la personne habilitée à engager le candidat. **La signature de l'acte d'engagement n'est pas demandée au stade de la remise de l'offre.**
- **Le bordereau des prix unitaires complété**
- Le détail quantitatif estimatif complété
- **Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations (moyens humains et matériels mis à disposition et disponibilité des intervenants au titre de l'exécution du marché), ainsi que les modalités de son intervention.**
- Le RIB

8.3 Date limite de remise des offres

Les plis seront à remettre pour le **mercredi 16 juillet 2025 à 12h00**

8.4 Modalités de remise des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/entreprise> .

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.
Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

8.5 Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement, la mention : « *copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Communauté de Communes du Pays Tarusate
143 rue Jules Ferry
40400 TARTAS

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

8.6 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<p style="text-align: center;">Prix</p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté selon la formule de notation : $\text{Note du Prix} = (\text{Montant TTC de l'offre la plus basse} / \text{Montant TTC de l'offre examinée}) \times \text{Nombre de point de la pondération}$.</p>	40 %
<p style="text-align: center;">Valeur technique de l'offre :</p> <p>Basée sur l'analyse de la note méthodologique, avec application des sous critères suivants</p>	60 %
Sous-critère 1 : contextualisation (connaissance du territoire et adaptation de l'offre à ses spécificités)	10 %
Sous-critère 2 : Moyens matériels	10 %

Sous-critère 3 : Moyens humains	20 %
Sous-critère 4 : qualité de la note méthodologique concernant les modalités d'intervention	20 %

Le candidat sera évalué sur la pertinence de la composition de l'équipe prévue au projet tant en force de travail qu'en terme de compétences des profils retenus (fournir CV, Organigrammes, etc...).

Une seule note méthodologique par candidat. En cas de groupement, ce dernier ne remet qu'une seule note pour l'ensemble du groupement.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

9. Attribution du marché

9.1 Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché recevra un courrier d'information via la plateforme <https://demat-ampa.fr>.

Ce courrier sera accompagné, pour signature, de l'acte d'engagement vérifié et éventuellement modifié par l'acheteur au vu des informations du dossier de consultation des entreprises, de l'offre remise ainsi que des éléments de la négociation (si elle a eu lieu).

Par ailleurs, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira les pièces listées ci-après dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Au retour de l'acte d'engagement signé par le candidat et sous réserve d'avoir fourni les pièces suivantes dans le délai demandé, l'acheteur notifiera le marché à l'attributaire.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué

PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés si l'attributaire emploie plus de 20 salariés.
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

Le candidat unique ou chaque cocontractant s'engage également à produire jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces mentionnées aux articles D 8222-4 et 5 ou D 8222-7 et D. 8254-2 à 5 du Code du Travail

L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale en cours de validité

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

9.2 Modalités d'information des candidats non retenus

Les candidats non retenus seront informés du rejet de leur offre par message délivré via la plateforme du profil acheteur de la Communauté de Communes (<https://demat-ampa.fr>).

Cette notification interviendra après la décision de l'acheteur et avant la signature puis la notification du marché au candidat retenu.

10. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://demat-ampa/entreprise>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

11. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Tribunal Administratif de PAU
Villa Noulibois
50 Cours Lyautey
BP 543
64010 Pau Cédex

Tél. : 05.59.84.94.40 - Télécopieur : 05.59.02.49.93
Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

La [requête](#) peut être déposée sur place ou envoyée par courrier au [greffe](#) de la juridiction, de préférence par RAR ou transmise via l'application Télérecours Citoyen. Lorsque la requête est déposée par un avocat, la transmission par Télérecours est obligatoire

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.